

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU COMITÉ PERMANENT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'ÉTHIQUE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES AU SUJET DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DE LA RÉPUTATION SUR LES PLATEFORMES TELLE PORNHUB

Auteure : Kate Sinclair

Défenseure de la littérature numérique et pornographique, victime de pornographie vengeresse, cinéaste et militante de la libération sexuelle.

Je vais utiliser un ton informel dans ce mémoire. La plupart des renseignements qu'il contient sont tirés de mon expérience personnelle et professionnelle, auxquels s'ajoutent quelques citations.

Moi aussi, j'ai été victime d'une personne qui a décidé de diffuser notre vie sexuelle privée sur Internet. J'avais 19 ans à l'époque, ce qui rend les choses quelque peu différentes : mes photos n'étaient pas celles d'une enfant, mais de moi, une femme de 19 ans. Cela ne change rien au fait que je n'ai aucunement consenti à ce que mon partenaire les mette en ligne.

J'ai maintenant 36 ans, ce qui veut dire que cette histoire s'est passée il y a 17 ans, en 2004, au moins un an avant que Pornhub ne soit créé. Pourquoi est-ce important de le noter? Parce que l'avocat qui accompagne M^{me} Fleites, Michael Bowe, plaide que l'existence de Pornhub est à l'origine de la pornographie vengeresse. Je peux vous assurer, en tant que personne bien en vie, que ce n'est pas le cas. La misogynie, le pouvoir, la honte sexuelle et la stigmatisation sont à l'origine de la pornodivulgateur ou pornographie vengeresse.

En écoutant le témoignage de M^{me} Fleites, j'ai été profondément touchée par sa douleur. Je me suis souvenue de ma propre expérience : voir mon visage, mon image, me voir sur un écran. Je me souviens de chaque commentaire. C'était sur un babillard électronique anonyme spécialement conçu pour les hommes qui publient des photos de leurs ex-copines ou épouses. Les commentaires étaient horribles. J'ai totalement compris ses émotions, et j'ai peine à imaginer de vivre cette expérience alors qu'on est encore au secondaire. Mais je tiens à préciser que j'ai trouvé deux coupables dans son histoire. D'abord, le petit ami qui a partagé la vidéo au départ. Il a commis un crime contre elle, et il n'y avait aucune mention précisant si lui ou les autres jeunes hommes d'autres écoles avaient été accusés ou non d'une quelconque façon (je comprends qu'ils étaient mineurs, mais il y a des mesures qui peuvent être prises). Cela m'amène au deuxième coupable : la honte. La honte a empêché M^{me} Fleites de parler à ses parents du crime commis contre elle, de peur *d'en subir encore davantage les conséquences*. N'est-ce pas dégoûtant que nous ayons créé un monde dans lequel les personnes – en particulier les jeunes femmes – ont tellement honte de leur sexualité qu'elles ont peur de parler, *même lorsqu'un crime est commis contre elles?*

À 19 ans, lorsque j'ai trouvé ces images, j'étais dévastée, tout comme M^{me} Fleites. Les commentaires... Oh! mon Dieu, les commentaires. Je les vois encore. Cependant, contrairement à M^{me} Fleites, je n'ai pas pu accéder à une page de demande de suppression de contenu. Il n'y avait pas de délai d'une à deux semaines, il n'y avait *rien*. Mes photos avaient été publiées sur un babillard électronique anonyme. Pas de propriétaire précis, pas de bottin Internet ou WHOIS (données accessibles au public sur les propriétaires de sites Web), pas de noms, pas de photos de profil, rien. Ce babillard électronique avait été créé pour rester obscur et inaccessible, et des sites comme ceux-là sont incroyablement faciles à créer pour un internaute ordinaire. Les liens vers le contenu pouvaient facilement être partagés, donc si ce babillard anonyme n'était pas aussi populaire que Pornhub, la possibilité pour quiconque de partager le lien avec des amis et d'autres babillards était tout aussi réelle.

Comme il n'y avait pas de service permettant de demander la suppression de contenu, je n'avais aucun moyen de retirer les photos; je ne pouvais qu'obtenir justice contre mon agresseur. J'ai consulté un avocat dans le cadre d'un programme d'aide aux employés, j'ai pris mon courage à deux mains, j'ai réuni quelques amis pour me soutenir et j'ai appelé l'ex-partenaire qui avait fait ça. Cela ne pouvait être que lui, car personne d'autre n'était censé avoir ces photos. Je lui ai clairement fait savoir que j'étais prête à le poursuivre en justice en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* du Manitoba. Nous n'avions pas de lois spécifiques sur la pornographie vengeresse à l'époque, donc le processus s'annonçait plutôt pénible. Je savais qu'aller au tribunal serait terrible. Mon passé sexuel allait être exposé, chaque action que j'avais faite allait se retrouver sous la loupe. Mais dans mon cœur, je savais qu'être une partenaire sexuellement consentante n'est pas un crime. Je ne suis pas une criminelle. Mais quelqu'un qui viole mon consentement est un criminel. N'est-ce pas étonnant? N'est-ce pas étonnant que lorsqu'une jeune femme est victime d'un crime sexuel, si elle choisit de demander justice, elle doit d'abord se rendre à l'évidence qu'elle sera persécutée encore davantage en allant au tribunal?

Pensez-vous que cela a joué un rôle dans le fait que M^{me} Fleites ne se soit pas sentie en sécurité lorsqu'elle a demandé de l'aide?

Alors je l'ai appelé, je l'ai mis devant le fait accompli et il a pleuré. Il était soudain aussi terrifié que moi, et le rapport de force avait été inversé. Sa plus grande inquiétude était que ses amis, ses parents et sa grand-mère découvrent qu'il était une mauvaise personne. Et soyons honnêtes, mettre en ligne les photos intimes de quelqu'un sans son consentement est le crime dont il s'agit ici. C'est lui le criminel. Même si les personnes qui ont créé un babillard anonyme *dans le but précis* de faire honte aux copines ou ex-copines sont tout aussi odieuses, ce ne sont pas elles qui ont publié les photos, c'est lui. Et, bien que je n'aime pas la plateforme Pornhub, l'argument selon lequel Pornhub a été spécialement conçu pour partager de la pornographie vengeresse est hautement improbable. Et bien qu'il soit tout à fait vrai que leurs services de suppression de contenu nécessitent plus d'attention et un temps de réponse plus rapide, je vous prie instamment de considérer ce qui se passe réellement ici en matière de censure, de liberté d'expression sur Internet et de respect de la vie privée.

La disparition de Pornhub d'une façon ou d'une autre n'arrêtera pas la pornographie vengeresse. M. Bowe n'est pas idiot, il le sait. En fait, elle rendra les choses encore plus dangereuses et difficiles à contrôler. Rappelez-vous qu'avant l'apparition de Pornhub, je n'avais accès à aucun service de suppression de contenu, aussi lent soit-il. Je ne connaissais pas les responsables du site. Je n'avais aucun recours. Rien. *Voilà* ce que nous avons quand nous créons de grands sites Web qui exigent une pièce d'identité pour y publier quoi que ce soit. Si nous disons à certaines personnes qui sont prêtes à commettre un crime (publier de la pornographie vengeresse en ligne, par exemple) qu'elles ne peuvent pas utiliser le genre de sites qui offrent des services de suppression de contenu, elles trouveront nécessairement d'autres moyens pour commettre leur crime, qui seront toujours moins sécuritaires.

Tout au long de cette épreuve, j'ai confronté ma propre sexualité et éprouvé la honte qu'une autre personne avait essayé de lui infliger. J'ai créé un site Web appelé Cherrystems et j'ai offert un espace aux autres (de tout sexe) pour qu'ils puissent mettre leur corps en valeur, s'assumer et être fiers d'eux-mêmes et de leur propre sexualité, même si la sexualité est si souvent utilisée comme une arme. Grâce à ce projet et à mon expérience personnelle, j'en suis venue à réaliser pleinement la honte que la société fait peser sur les personnes qui subissent des violences sexuelles. J'ai poursuivi mes ambitions et je suis maintenant productrice et réalisatrice de films pour adultes, en particulier dans le domaine qu'on appelle la pornographie féministe ou éthique.

Je vous parle de tout cela parce que je connais bien les types de systèmes de vérification dont ont parlé les dirigeants de Pornhub et M. Bowe, en particulier les déclarations relatives à l'article 2257. Je distribue mes films dans le monde entier, à la télévision et sur Internet, ce qui inclut les États-Unis, mais surtout, j'utilise CCBill, une entreprise établie aux États-Unis, pour traiter les paiements par cartes de crédit. Je suis donc tenue d'afficher les déclarations 2257 sur toutes mes pages Web et au début de chaque vidéo que je diffuse.

À titre d'information, les formulaires de déclaration 2257 exigent les noms légaux (passés et présents) ainsi que le nom de tous les artistes ou le nom professionnel de toutes les personnes apparaissant à l'écran, une déclaration d'âge et deux pièces d'identité à l'appui. Les documents doivent être conservés par un gardien, et la déclaration de conformité aux conditions de l'article 2257 doit être publiée comme il est mentionné ci-dessus *avec l'adresse physique où l'on peut trouver les dossiers*.

C'est bien beau tout cela, mais souvenez-vous que je vous ai dit que je faisais de la pornographie féministe et éthique. J'ai créé mon propre studio, en tant que victime de pornographie vengeresse, à ma manière, d'une façon qui m'a semblé valorisante et positive. Mais les banques ne veulent rien savoir de vous, ne vous accordent pas de prêt ni même souvent de compte bancaire si elles savent ce que fait l'entreprise, bien que celle-ci soit tout à fait légale. Ce n'est pas comme si vous lanciez un café et que vous obteniez un petit prêt commercial. Vous entrez dans le *Far West* du monde de la finance, et c'est très stressant. En fait, je n'avais pas d'argent à jeter par les fenêtres. Au départ, mon entreprise intéressait certains investisseurs, mais je les ai laissés tomber lorsqu'ils m'ont dit des trucs malaisants du style « je ne veux pas voir ce genre de plans sensuels recherchés sans y voir un seul trou », en faisant référence à leur désir d'avoir plus de pornographie dure que ce que je produisais à l'époque. Ils voulaient contrôler la création pour faire de la pornographie en fonction de leurs intérêts (ce qui était leur droit, mais cela ne correspondait pas à ma vision). L'argent venait avec des contraintes, alors j'ai fait les choses par moi-même, sans investisseurs.

Si vous n'avez pas de studio ou de bureau distinct, parce que vous n'en avez pas les moyens, et que vous ne

pouvez pas vous payer un avocat pour conserver vos documents, où les conservez-vous? Quelle adresse inscrivez-vous sur vos déclarations 2257? Pour beaucoup de gens, y compris moi, cela veut dire qu'il faut publier l'adresse de son domicile sur chaque page de son site Web. Je l'ai fait parce qu'il le fallait et, heureusement, je vivais à l'époque dans des immeubles dont la porte d'entrée principale pouvait au moins être verrouillée.

Des années plus tard, lorsque j'ai enfin eu mon studio de montage, j'ai plutôt utilisé cette adresse. Malheureusement, il n'y avait pas de verrou à la porte d'entrée principale, et c'est là que la situation a commencé à devenir vraiment épouvantable. Plusieurs personnes (tous des hommes) ont envoyé des courriels à mon adresse générale de contact en expliquant qu'ils étaient dans mon immeuble pour essayer de me trouver. Je sais que les gens s'imaginent une grande entreprise de pornographie luxueuse, mais en réalité, c'était juste moi, assise dans un studio dans le coin d'un vieil entrepôt, qui utilisait l'endroit comme salle de montage pour ne pas travailler chez moi à ma table de cuisine. J'étais presque toujours seule, et c'est devenu terrifiant. Une fois, j'ai appelé la police parce que j'avais reçu un courriel disant que quelqu'un se trouvait dans le bâtiment. Je n'ai reçu un appel de suivi que deux mois plus tard (vraiment!), et c'était plus par curiosité pour mon travail que par inquiétude. Le policier m'a dit quelque chose comme « eh bien, vous avez choisi ce type de métier ». Oui, j'ai choisi ce métier parce que je travaille à la création d'une société qui traite mieux les victimes de pornographie vengeresse, les gens ordinaires et tous les travailleurs du sexe, mais ce faisant, je dois accepter un risque personnel incroyable sans aucune aide de la police. C'est noté.

Imaginez, par exemple, qu'une personne mal intentionnée veuille trouver quelqu'un qui se produit en ligne ou qui réalise des films nécessitant une déclaration 2257. La plupart des personnes qui exploitent un commerce légal et consensuel de vidéos pour adultes sur Internet sont des célibataires qui utilisent des plateformes comme OnlyFans, Pornhub ou des sites de webcam. Nous demanderions à des personnes déjà marginalisées de publier leur adresse personnelle. La plupart des gens dans ce secteur ne gagnent pas beaucoup d'argent par mois et ne se sentent peut-être pas à l'aise de s'adresser à un avocat pour utiliser son adresse. En vertu de l'article 2257, une personne qui télécharge des vidéos d'elle-même pourrait être poursuivie pour ne pas avoir rendu publique son adresse personnelle.

Il faut savoir que l'article 2257 exige effectivement de vérifier les identités et les âges, mais la méthode de déclaration est extrêmement problématique et a eu l'effet de réduire les gens au silence. J'ai essayé d'aider au démarrage d'autres sites pour adultes LGBTQ2S* et PANDC (personnes autochtones, noires et de couleur), mais leurs créateurs ont tous été rebutés par les exigences de l'article 2257 relatives à l'adresse. Nous perdons des récits, nous perdons des expériences, nous perdons des voix. Les opposants à mon type de travail diraient qu'il est bien que ces films ne soient pas réalisés. Mais il y a plus que cela. Avec la censure croissante des programmes d'éducation sexuelle, les gens des communautés LGBTQ2S* et les personnes de couleur (et surtout celles qui sont au croisement de ces identités) se tournent de plus en plus vers la pornographie pour assurer leur éducation sexuelle¹ parce qu'on les laisse tomber en classe. Si nous éliminons les petites entreprises qui produisent de tout sauf du contenu hétéronormatif cisgenre, nous privons les personnes (de 18 ans et plus) de tout accès aux représentations de leur sexualité.

J'ai entendu, par exemple, de nombreuses femmes trans qui regardent mes films dire qu'elles n'avaient vu des femmes trans que dans des films pour adultes au récit très typé où « une femme trans honteuse avoue à son compagnon cisgenre qu'elle a un pénis ». Bien que certaines personnes puissent s'identifier à ce récit, il ne s'agit pas du tout du récit général de toutes les femmes trans. Nous devons maintenir l'accès à de nouvelles voix, surtout quand l'éducation sexuelle est de mauvaise qualité. Exiger des voix déjà marginalisées qu'elles indiquent leur adresse sur les formulaires de déclaration 2257 fait taire ces voix, qui ne peuvent pas parler de leur expérience personnelle.

Les opposants à mon type de travail diraient encore « parfait, nous voulons justement moins de gens qui font de la porno », mais la vérité, c'est qu'on ne pourra jamais en arrêter la production. En la réglementant davantage, on ne fait que faire disparaître les gens de l'écran radar et les pousser vers des endroits où les choses sont plus cachées, exactement comme les lois américaines SEXTA et FOSTA, qui ont exigé la fermeture de sites comme Backpage.com et les pages de services érotiques de Craigslist. Il convient de mentionner une étude de l'Université Baylor qui a montré que, dans une ville donnée, la création d'une page de services érotiques a entraîné une diminution considérable du taux d'homicides féminins². Les taux de rapports sexuels non protégés

¹ <https://link.springer.com/article/10.1007/s10508-014-0416-x>

² https://cear.gsu.edu/files/gravity_forms/45-9a8e751f713c799256f347c4aad2a49d/2017/04/ Online-Erotic-

parmi ceux qui les payent ont diminué. Il s'agit d'une nette réduction des préjudices. Les barrières législatives comme celles que M. Bowe et les dirigeants de Pornhub suggèrent causent davantage de préjudices. Point final.

Ce qu'il faut bien distinguer, c'est que même si des sites Web comme Backpage et Craigslist sont loin d'être parfaits, on peut voir, selon l'étude précitée dans la note de bas de page 2, que leurs avantages l'emportent largement sur leurs inconvénients. Je veux vraiment que vous réfléchissiez aux événements qu'ils ont réussi à prévenir. Vous vous souvenez de mon cas de pornographie vengeresse? S'il s'était passé sur Pornhub, j'aurais pu simplement faire une demande de suppression de contenu. J'en aurais eu la possibilité. Si nous obligeons les gens qui mettent en ligne de la pornographie vengeresse à s'identifier pour le faire sur les grands sites, elles se tourneront vers d'autres sites plus petits, plus difficiles à traquer. Tout comme à l'époque de la prohibition, les gens fabriquaient quand même de l'alcool et buvaient – et beaucoup sont devenus aveugles à cause de leur consommation d'alcool frelaté. Soyez conscients des personnes que vous rendez aveugles et de leur nombre.

Les travailleurs du sexe ne sont pas non plus enclins à faire confiance aux avocats et autres notables pour conserver les dossiers exigés par l'article 2257, en raison de la façon dont nous sommes traités sur le plan institutionnel. Vous vous rappelez que j'ai mentionné que c'était difficile, voire impossible d'obtenir un compte bancaire si la banque sait ce que vous faites pour gagner votre vie (même si c'est tout à fait légal). Des sociétés comme PayPal ferment et confisquent régulièrement tous les fonds des personnes dont on ne fait que soupçonner qu'elles utilisent leurs services pour des activités réservées aux adultes.

La société de traitement des paiements par cartes de crédit que j'utilise (CCBill) est l'une des deux sociétés de traitement de cartes de crédit qui s'occupent du paiement de contenus pornographiques sur Internet. Je paie jusqu'à 18 % et aussi peu que 16 % pour chaque transaction sur mon site Web pour ce privilège (les entreprises non spécialisées en contenu pour adultes paient en moyenne de 2 à 5 %). Il est important de noter la « bienveillance » de Visa et de Mastercard, qui nous permettent d'utiliser leurs services. Je me sens très nerveuse rien qu'en écrivant cela, car la dernière fois que j'ai écrit autre chose que des critiques élogieuses, on m'a menacée de refuser tous les paiements sur mon site. Il est donc important d'en tenir compte quand on pense que ce sont vraiment les institutions vertueuses qui sont intervenues pour rendre Pornhub responsable.

Je tiens à préciser que je ne suis en aucun cas une « alliée » de Pornhub, comme l'a avancé M. Bowe dans sa déclaration le premier jour des audiences du Comité. Cette déclaration à elle seule m'a fait sortir de mes gonds. Comprenez bien qu'il a dit cela pour créer une situation conflictuelle, et que la réalité est bien plus complexe qu'elle n'y paraît. Ne le laissez pas dépeindre les opposants et les dénonciateurs comme des « alliés de Pornhub ». C'est insultant. J'ai été encore plus frustrée lorsque le PDG et le directeur des TI de Pornhub ont soutenu que toute personne voulant publier dans un forum Internet public devrait être soumise à l'obligation de présenter une pièce d'identité avec photo. C'est terrifiant.

Je fais maintenant partie du domaine que nous appelons l'industrie du sexe; j'ai fait le saut dans la pornographie autoproduite quand j'avais 20 ans. J'ai réalisé que les photos de moi prises lors l'incident de pornographie vengeresse étaient en fait authentiques, et à l'époque, c'était une expérience consensuelle sans aucune contrainte.

Les photos prises devaient être privées, ce qui ne pose aucun problème. Je n'ai pas eu honte de ma sexualité et du fait que j'ai des relations sexuelles. Le problème, c'est quand quelqu'un diffuse des photos sur Internet et que nous sommes censés avoir honte devant le monde entier d'avoir des rapports sexuels. Le sexe est considéré comme honteux, et par conséquent, le fait d'être sexuellement ouvert empêche les gens de travailler, entraîne le licenciement de professionnels et peut ostraciser une personne. Et pourtant, le sexe est un élément normal et sain de la vie d'un être humain.

Il y a certainement une raison pour laquelle cette équipe s'en prend à Pornhub de manière aussi démesurément spectaculaire. Malheureusement, il y a beaucoup de victimes de la pornographie vengeresse, tout comme M^{me} Fleites, qui se retrouvent sur des plateformes d'exploitation comme Reddit, Facebook, Twitter, les chaînes de messagerie électronique, YouTube, TikTok, Instagram ou une foule de babillards anonymes, bref TOUT ce qui permet aux utilisateurs de télécharger des photos. Je reçois même des photos non sollicitées de pénis dans ma boîte de réception LinkedIn. Mais il est facile de s'attaquer à la pornographie. Il est facile de dénoncer

publiquement l'industrie du sexe parce que c'est ce qu'on est « censé » faire. Il n'est pas aussi facile de s'en prendre à LinkedIn, parce que partager des photos de nus n'est pas le *but* de cette plateforme. Mais ne vous leurrez pas en pensant que ces plateformes ne sont pas utilisées pour télécharger des images explicites – ce qui signifie que tous les médias sociaux et les sites offrant des options de téléchargement public tomberaient sous le coup des règles ou des lois relatives aux exigences d'identité si elles étaient créées.

Et c'est un problème : au Canada, nous venons juste de découvrir qu'un grand nombre de nos forces policières utilisaient Clearview AI pour la reconnaissance faciale dans nos rues sans que les Canadiens n'y consentent ou n'en soient informés³. Pensez au pouvoir que vous donneriez à un certain nombre d'organisations ou de gouvernements en exigeant une pièce d'identité avec photo pour avoir accès aux publications en ligne. Les personnes queers sont encore illégales dans de nombreux pays du monde. S'exprimer contre son gouvernement est illégal dans de nombreux pays du monde. Ce que nous faisons ici sur Internet revêt de l'importance partout. Nous ne pouvons pas exiger une pièce d'identité pour publier sur un site comme Twitter, car cela fera – intentionnellement ou non – taire les voix marginalisées. Cela supprimera la liberté d'expression au Canada et dans le monde entier. Les travailleurs du sexe consentants pourraient être identifiés, retrouvés et arrêtés (souvent au nom de la traite des personnes) pour avoir utilisé des plateformes en ligne dont il a été prouvé qu'elles sauvent la vie de travailleurs du sexe, tel qu'il a été mentionné précédemment. Et pourtant, nous continuerons à tolérer les vrais criminels, soit les personnes qui publient de la pornographie vengeresse et des actes non consentuels. Nous continuerons de supprimer les programmes d'éducation sexuelle, même si nous savons que les connaissances sexuelles sont en corrélation avec des croyances moins favorables au viol⁴.

Je souligne tout cela parce que, comme je l'ai dit, je suppose que M. Bowe est une personne intelligente. Il sait probablement que la pornographie vengeresse ne s'arrêtera pas si Pornhub exige une pièce d'identité. Alors pourquoi veut-il vraiment ce genre de lois? Je veux que l'on comprenne bien que même si la situation ressemble à un conflit entre « des gens bons et vertueux » et une « grande et méchante entreprise de pornographie », il y a tellement plus que cela en jeu. La vérité, c'est que le type de choses que ces deux parties suggèrent va réellement blesser un plus grand nombre de personnes que M^{me} Fleites. Je sais que c'est très difficile de le croire, car son histoire est absolument dévastatrice. Je ne réduis pas sa douleur; je la partage et la reconnais comme étant encore plus grande que ce que j'ai vécu – c'est exactement le but. Imaginez une histoire encore plus dévastatrice, parce que vous pourriez un jour l'inscrire dans la loi.

À quel point chaque Canadien doit-il renoncer à sa vie privée pour empêcher qu'un seul méfait ne se produise sur une certaine plateforme, en se rappelant que le même acte se produira certainement ailleurs et qu'il sera moins susceptible d'être supprimé? Renoncer à cette vie privée rendra les choses plus dangereuses pour le grand public, les travailleurs du sexe et les victimes d'abus sexuels.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé.

³ https://www.priv.gc.ca/fr/nouvelles-du-commissariat/nouvelles-et-annonces/2020/nr-c_200706/

⁴ <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/20432131/>